

## THEMA

IMMIGRATION

# Des pas en arrière

Luc Caregari

**Le programme de coalition au sujet de l'immigration et de l'asile ne promet guère d'améliorations - la situation risque plutôt d'empirer.**

Deux disparitions ou absences sont à signaler dans l'accord de coalition signé entre le CSV et le LSAP. Il s'agit de termes et d'usages qui devraient pourtant figurer dans toute déclaration politique concernant le traitement des ressortissants étrangers et surtout ceux des soi-disant « pays tiers » - donc non encore affiliés au grand club démocratique de l'Union européenne. Le premier concerne la durée de procédure de traitement des dossiers et plus précisément la réduction de cette dernière. Car, beaucoup de migrant-e-s en situation irrégulière pâtissent encore et toujours de la lenteur de nos administrations, qui pourtant ne montrent souvent aucune clémence envers les demandeurs d'asile ou de cartes de séjour - une petite faute dans le dossier, et hop, les voilà à la porte ou « invités à quitter le territoire », comme le veut le langage de la bureaucratie. Sans oublier la méfiance pathologique mise à jour par les procédures des demandes.

La durée des procédures explique pourtant beaucoup de phénomènes et d'épiphénomènes de l'immigration, légale ou illégale : un certain nombre de personnes se voient presque dans l'obligation de mentir ou de rester en situation irrégulière de peur de voir leur demandes refusées

et leurs rêves d'un meilleur avenir voler en éclats. L'existence de personnes qui préfèrent vivre dans l'illégalité et la clandestinité plutôt que de se livrer à un examen de la machine bureaucratique, devrait du moins faire réfléchir les fonctionnaires et politiciens sur l'efficacité de leurs services. Car les mensonges sont fréquents et ne concernent pas toujours des personnes crapuleuses ou des criminels qui veulent cacher leur passé. Un exemple : Ayaan Hirsi Ali, ex-députée néerlandaise d'origine somalienne, défenseuse des droits de la femme et ennemie déclarée de l'islam radical qui sévit dans les banlieues du pays des tulipes et des joints. Une femme qui a été largement soutenue par presque toute la classe politique et la population dans ses combats, surtout après l'assassinat de Theo van Gogh à Amsterdam - un meurtre qui lui était destiné en fait, comme l'a laissé entendre la notice épinglée par l'assassin sur le corps de sa victime. Cette même femme a menti en arrivant aux Pays-Bas - elle a fait de fausses déclarations et dramatisé sa situation afin d'accéder au droit d'asile - ce qui l'a presque fait déchoir de sa nationalité néerlandaise. Si une telle personnalité est coupable d'un mensonge, pourquoi pas les autres ? Et puis après tout, un tel geste reste compréhensible, car finalement, qu'est-ce un petit mensonge contre la garantie de la liberté de conscience et d'action que confèrent la vie dans un pays de l'Oc-

REGARDS

Il fut un temps ou même  
les Européens étaient  
heureux qu'on les  
accueille à l'étranger.



PHOTO: WWW.FIRSTWORLDWAR.COM

cident ? A noter que la réduction de la durée de traitement des dossiers était encore une priorité du programme gouvernemental de 2004 et que, dans une récente instruction, le gouvernement belge prévoit justement de réduire cette durée.

Cette même instruction comporte aussi un autre terme, totalement absent du programme gouvernemental des cinq années à venir - et pour cause : la régularisation. Il n'est donc pas question de procéder à une régularisation massive des sans-papiers sur le territoire du Luxembourg. Alors qu'un tel geste ne témoignerait pas seulement d'un peu d'humanité dans la froideur bureaucratique, mais apporterait des avantages pour tous les partis. Pour les sans-papiers, ce serait le rêve devenu réalité d'enfin pouvoir vivre sans la peur de voir des policiers armés défoncer leur porte d'entrée à cinq heures du matin pour les inviter gentiment à quitter le territoire. De toute façon, ni le Luxembourg, ni ses pays voisins ne sont submergés par des vagues d'étrangers qui vampirisent nos systèmes sociaux, comme veulent bien le faire croire les tenants de la droite et de l'extrême-droite. Au contraire, les boulots ingrats et souvent illégaux sont de préférence confiés à des sans-papiers - ils n'ont rien à perdre et tout à gagner, corvéables à merci et dans le cas de problèmes ou d'accident, ils sont facilement échangeables. En d'autres termes, notre économie - qui comporte aussi

sa part d'ombre - carbure aussi aux sans-papiers. En 2008, le « Canard Enchaîné » avait révélé que le bistrot favori de Nicolas Sarkozy à Neuilly - le ghetto des riches aux portes de Paris et la base politique des Sarkozy père et fils - employait des sans-papiers dans sa cuisine ! Et ceux-ci sont loin d'être les seuls, leur seul avantage était qu'ils pouvaient préparer des repas pour un homme politique, qui, lui, préparait leur renvoi illico presto dans leur pays d'origine et ne serait-ce que pour doubler le Front National à droite. L'absence de perspective de régularisation obscurcit encore l'avenir des sans-papiers et ne va certainement pas participer à l'amélioration de la situation. En plus, il ne faut pas oublier que l'appareil répressif spécialement conçu pour la traque aux sans-papiers est coûteux en termes d'argent et de ressources - au moment de faire des économies, pourquoi donc ne pas les faire au dépens de la répression ? Rappelons que même le gouvernement Bush aux Etats-Unis a dû concéder à une régularisation massive des « sin papeles » mexicains. Car, économiquement parlant, le traitement des « illégaux » est un non-sens.

Or, l'économie semble être le maître mot de la nouvelle déclaration gouvernementale sur l'asile et l'immigration : « l'immigration légale (...) constitue un apport positif à la société et à l'économie du Luxembourg », est-il constaté d'emblée. Le nouveau

gouvernement travaillera à une « analyse des besoins en termes de marché de travail et d'intérêt économique » afin « d'adapter l'immigration aux besoins de l'économie luxembourgeoise ». Les critères pour l'immigration seront donc avant tout économiques et non pas humanitaires. Certes, le regroupement familial n'est pas mis en question, mais cela tient plutôt au respect des conventions internationales et n'empêche pas un constat flagrant. Il manque encore un terme à cette déclaration, même si celui-ci se lit entre les lignes : « immigration choisie ». Une hypocrisie en somme de ne pas utiliser le juste terme. Cette idée d'une immigration au service de l'économie européenne, est caractéristique pour les idéologues de la forteresse Europe : on veut bien de vos mains et de vos cerveaux, mais s'il-vous-plaît ne restez pas trop longtemps et surtout ne comptez pas sur nous pour vous intégrer. Car il va de soi que les futurs immigrants triés pour leur intérêt économique ne sont pas ceux qui s'intégreront les premiers. Et pourquoi le devraient-ils au juste ? Pour les travailleurs qualifiés ou les haut-diplômés le Luxembourg ne restera qu'une station de leur voyage cosmopolite et pour ceux qui veulent rester, tant pis. L'intégration dans une société qui ne voit en vous qu'un mal utile, qu'un élément servant à garantir et faire prospérer la richesse nationale mais qui restera toujours un étranger, n'est pas facile.

Ceux qui ne s'intégreront pas auront droit à ce que le gouvernement appelle le « complément indispensable de la promotion de l'immigration légale » - à savoir « une attention particulière portée aux mécanismes de contrôle, d'évaluations et de sanctions ». Pour le gouvernement, chaque sans-papier expulsé est donc une promotion pour encourager ceux qui - peut-être - auront leurs papiers. Curieuse logique. Surtout au vu des conditions d'admission prévues par la loi du 29 août 2008 (voir woxx 962). De plus - pour donner une base officielle à de tels traitements - on prévoit de renforcer la coopération avec des organismes comme l'organisation internationale pour les migrations (OIM) - dépendante de l'Onu - et plus que controversée dans leur approche du phénomène migratoire. C'est notamment l'OIM qui prend en charge les expulsés kosovars du Luxembourg, alors que leur futur dans leur pays d'origine risque d'être compromis. En d'autres termes : on joue l'homme fort au Luxembourg et pour tout ce qui reste, on se cache derrière la communauté internationale.

En somme, le Luxembourg n'est pas prêt de revenir sur la situation des étrangers sur son territoire. Dommage, car il aurait pu donner des idées - et non des leçons - à ses voisins européens.